

J'espère qu'il en soit ainsi, mais je n'ose pas y compter. J'espère sincèrement que la chose se renouvelle. On m'a souvent dit que je ne m'y connais pas beaucoup en politique, que je ne semble guère me préoccuper de la politique de parti, mais que je semble bien décidé à faire ma part en vue de conserver au pays une atmosphère qui permettra à mes petits-enfants d'y vivre convenablement. Eh bien! je suis d'avis que plus nous aurons d'occasions fortuites d'acquitter une partie des dettes que nous laisserons aux générations futures, plus le pays pourra assurer le bonheur des petits-enfants de qui que ce soit.

A mon sens, le ministre des Finances ne s'est pas révélé trop mauvais prophète et je pense que le grand public partage mon avis à ce sujet. Bien des gens, qui ne sont peut-être pas contribuable canadiens, il est vrai, regardent d'un œil d'envie les réalisations financières de notre pays en ces dernières années. Je voudrais de nouveau m'arrêter brièvement à un article publié le 4 novembre dernier dans la *Gazette* de Montréal. L'article n'est pas d'un des éditorialistes de ce journal, mais il a été accepté par le chef de l'information et a été publié. L'article est intitulé "La *Federal Reserve Bank* fait l'éloge de l'économie canadienne".

Selon la *Federal Reserve Bank* de New-York, le grand succès des programmes financiers et monétaires du gouvernement fédéral du Canada a grandement contribué à affermir la confiance dans l'économie canadienne. Parlant de la situation canadienne dans son bulletin mensuel paru aujourd'hui, la banque signale que l'équilibre de l'économie s'est maintenu en dépit de la forte pression inflationniste provoquée par la guerre de Corée, le programme canadien de défense et le rythme rapide de l'expansion économique.

L'article poursuit:

Le programme fiscal du Canada, fait remarquer la banque, a été conçu non seulement en vue d'obtenir un excédent budgétaire d'ensemble mais encore d'apporter des revenus additionnels d'une façon ayant intentionnellement pour but de servir de frein à l'inflation...

"La politique du Gouvernement a favorisé une expansion économique rapide au Canada, conclut la Banque. Au cours des deux dernières années, il est vrai, alors que les exigences de la défense et les pressions de nature inflationniste taxaient l'économie d'une façon critique, la politique officielle a été de chercher à orienter l'expansion persistante qui se manifestait dans l'industrie et la production primaire vers des domaines plus essentiels. Cependant un grand nombre d'indices tendent à faire croire que le Canada s'achemine actuellement vers de nouveaux horizons dans une atmosphère économique favorable dans l'ensemble à l'entreprise et à l'initiative privée..."

Le lendemain, nous avons trouvé l'article qui suit, inspiré probablement par ces commentaires de la *Federal Reserve Bank*:

Le Canada nous donne l'exemple

Comme la plupart des autres pays, le Canada a connu, à la suite du déclenchement des hostilités en Corée, une poussée inflationniste.

[Le très hon. M. St-Laurent.]

En conséquence, les prix de gros sont passés de 206.6 p. 100 de la moyenne de 1935-1939 à 242.3, soit une augmentation de 17 p. 100 environ; le coût de la vie, par ailleurs, passant de l'indice 164.5 à 190.9, soit une hausse de 16 p. 100 seulement. Toutefois on a arrêté net le relèvement des prix de gros au cours du deuxième trimestre de 1951, la hausse du coût de la vie ayant atteint son point culminant au cours du quatrième trimestre de l'an dernier.

On donne ensuite certains détails.

Ce qui rend encore plus impressionnantes les réalisations du Canada, c'est la façon dont on y est arrivé. Le programme gouvernemental, pour reprendre les paroles mêmes du ministre des Finances, M. Abbott "était destiné à guider l'économie dans la bonne voie sans entrer dans les détails de l'activité économique". Autrement dit, le pays s'est tenu bien loin de la taxation des prix et des salaires, et de toute emprise directe sur les affaires du particulier. Il a eu recours au relèvement des impôts (directs et indirects), à une réglementation sévère du crédit au consommateur, à un plan volontaire de restriction au crédit et, enfin, à un programme anti-inflationniste de gestion des dettes.

Un bon exemple de cette solution exclusivement économique apportée par le Canada au problème que pose chez lui l'inflation, c'est précisément son programme fiscal. (...) Il a cherché à conserver l'équilibre entre les impôts sur les revenus et les impôts sur les dépenses. (...) Le Canada a aussi eu la sagesse de se rendre compte qu'excepté en temps de guerre le rendement possible d'un impôt sur les excédents de bénéfices...

... est plus que supprimé par l'effet de découpage qui le comporte par ailleurs.

Je ne crois pas que l'économie canadienne ait été le moins mal administrée, pas plus que je ne crois en un abus de fiscalité, comme l'honorable député semblait le laisser entendre dans ses remarques cet après-midi.

Pour fins de comparaison, j'ai examiné les budgets qu'il avait présentés lorsqu'il était chef du gouvernement de l'Ontario. Je constate que, pour une période comparable, les sommes perçues grâce à sa politique fiscale ont dépassé d'un peu plus de 15 p. 100 les montants prévus, alors que les sommes perçues par le Gouvernement fédéral en sus de ses prévisions, ont été de l'ordre de 11 p. 100. Je n'en fais reproche à personne. Je signale simplement que, là où existe le même régime constitutionnel, les assemblées déterminent à la lumière des prévisions qu'on leur soumet les taux nécessaires à la perception de la somme qu'elles ont votée et dont elles ont autorisé le paiement à même le fonds du revenu consolidé. Heureusement pour l'honorable député, quand il était premier ministre de l'Ontario, heureusement pour nous d'ailleurs, cet optimisme,—même l'optimisme que les gens prudents tenaient pour excessif,—a été justifié et davantage, par l'élasticité et la souplesse de notre économie. Nous ne voyons là, en vérité, aucun motif d'excuse ou de regret.